

Mouvement Communiste

Lettre
décembre 2005

numéro

19

LES RECENTES VIOLENCES DANS LES BANLIEUES FRANÇAISES SONT DIFFICILEMENT SOLUBLES DANS LE COMBAT GENERAL DE CLASSE

RESUME DES EVENEMENTS

Les événements qui ont suivi la mort accidentelle de deux jeunes à Clichy-sous-Bois ¹ ne doivent pas être sous-estimés. Ils se sont imposés aux classes dominantes et au prolétariat comme l'un des principaux sujets de discussion actuels à l'intérieur de chacun de leurs camps respectifs. C'est pourquoi nous nous devons de formaliser certaines de nos réflexions sur ces faits ² d'autant qu'aujourd'hui alors que les agitations se sont éteintes, le gouvernement semble satisfait. Mais d'abord le rappel de quelques faits.

27 Octobre : une banale course poursuite à Clichy-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, entre un groupe de jeunes et des policiers se transforme en un drame : trois gamins s'enferment dans une enceinte EDF. Deux meurent électrocutés, le troisième est grièvement blessé. S'ensuit une bataille d'interprétations. La police nie avoir coursé les trois malchanceux. Des jeunes proches des victimes affirment que les décès ont été le produit du climat de peur instauré par les forces de répression dans les quartiers pauvres. Rapidement, des incidents se produisent entre des forces de répression rassemblées en nombre et des dizaines, puis des centaines de jeunes. La nuit est chaude, les arrestations se multiplient, plusieurs policiers et CRS font les frais de la rage des jeunes de Clichy-sous-Bois. Le quartier dans le bas de la ville du Chêne-Pointu (10 000 habitants) est au cœur de la première vague d'affrontements qui durera jusqu'au 30 octobre. Les familles des jeunes électrocutés appellent au calme. Une marche silencieuse se tient le samedi matin, 29 octobre. Représentants religieux, associatifs et le maire lui-même ont à leur tour appelé à la « dignité » et au calme. Plusieurs centaines d'habitants y participent. Les heurts s'étendent rapidement à la ville mitoyenne de Montfermeil, avec sa cité des Bosquets. Les 400 policiers arrêtent 22 jeunes, 10 seront déférés dès le dimanche devant le parquet de Bobigny en vue de leur mise en examen. Huit d'entre eux seront jugés le lundi 31 en comparution immédiate. Trois seront condamnés à deux mois de prison ferme.

Le dimanche 30, à 21 heures, des gaz lacrymogènes pénètrent dans la mosquée³ de Clichy-sous-Bois lors de nouvelles échauffourées. Le mois du Ramadan touche à son terme. La nuit du 31 est à nouveau agitée.

¹ Clichy-sous-Bois compte 28 000 habitants. Environ 30 % des logements sont des HLM. La ville souffre d'un taux de chômage de 25 %. La moitié de la population a moins de 25 ans. Les classes moyennes et les cadres représentent seulement 4,7 % des habitants. Un tiers des familles sont étrangères, originaires de tous les continents, installées de longue date ou arrivées récemment, réfugiés politiques, sans-papiers. La commune de Clichy-sous-Bois a un potentiel fiscal inférieur de 40 % à celui des villes d'une taille équivalente. " *La ville bénéficie d'un des plus importants programmes en France, doté de 330 millions d'euros, pour la destruction de 1 600 logements collectifs et 1 900 reconstructions sur les 4 000 habitations du plateau des Hauts-de-Clichy et de la cité des Bosquets, où vivent 17 000 personnes. Le maire regrette que le quartier des 10 000 habitants du Chêne-Pointu, dans le bas Clichy, où sont intervenus les premiers incidents, jeudi, n'ait pas été retenu. Depuis 2002, la police de proximité a été réduite de 35 fonctionnaires à 15 sur le plateau et de 15 à 8 dans le bas Clichy* " (Le Monde du 5 novembre 2005)

² Les éléments factuels relatés sont basés sur un croisement d'informations issues d'agences de presse et de témoignages recueillis par nos soins.

³ Un ancien entrepôt reconverti en lieu de prières.

Des heurts avec la police se produisent à Aulnay-sous-Bois, Bondy, Tremblay-en-France et Neuilly-sur-Marne. Quelque 68 véhicules ont été incendiés au total en Seine-Saint-Denis au cours de cette nuit. Des troubles ont également été signalés à Chelles (Seine-et-Marne), ville limitrophe de Montfermeil, où sept voitures ont été incendiées, selon la police qui a fait état de jets de pierre. Treize personnes, sur les dix-neuf interpellées à Clichy-sous-Bois et Sevrans-Beaudottes au cours de la nuit, ont été placées mardi en garde à vue pour « *destruction de biens* », « *détention de substances incendiaires* » ou « *violences volontaires* », selon la police. Les villes d'Argenteuil et de Sarcelles dans le Val d'Oise ont également connu des incidents. Pour la préfecture de Bobigny, le soir du lundi 30 n'a pas vu « *d'émeutes* » mais des « *actions de harcèlement* » menées par des petits groupes de dix à quinze assaillants qui ont lancé des pierres sur les forces de l'ordre à Sevrans et Aulnay-sous-Bois, lancé un cocktail Molotov en direction des CRS à Clichy, et incendié le garage de la police municipale de Montfermeil. Entre-temps, Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, a multiplié les déclarations martiales, promettant de « *débarrasser* » la France des « *voyous et de la racaille* » en nettoyant les banlieues « *au karcher* ». La provocation fonctionne instantanément.

Le mardi 1^{er} novembre, le Premier ministre, Dominique de Villepin, se mêle du dossier en recevant, avec Sarkozy, les familles des deux adolescents décédés. Le lendemain, c'est au tour du Président de la République, Jacques Chirac, de mettre son bon mot : « *il faut que les esprits s'apaisent. Il faut que la loi s'applique fermement et dans un esprit de dialogue et de respect.* » Et encore : « *nous devons agir en nous fondant toujours sur les principes qui font notre République : chacun doit respecter la loi ; chacun doit avoir sa chance.* » Il a fini en délivrant un message plus articulé que celui de « son » ministre de l'Intérieur : « *il faut aller plus vite encore en associant action immédiate sur le terrain et développement du dialogue.* » En conclusion, répression et intégration, les deux mamelles du dispositif chiraquien.

Ensuite le mouvement s'emballe⁴ et touche, le 2 novembre, toute la région parisienne puis s'étend à la Province dès le 3 novembre. Le paroxysme est atteint la nuit du 6 novembre. Les incidents décroissent ensuite lentement jusqu'au 8 novembre pour s'éteindre en région parisienne le 15 novembre et en province, le 18 novembre.

UN PREMIER RECENSEMENT FACTUEL

Un retraité de 61 ans a succombé, lundi 7 novembre, à ses blessures après avoir été agressé par un jeune au pied de son immeuble à Stains. Toutefois, selon son épouse, sa mort n'est pas forcément liée aux émeutes. Des dizaines de personnes, habitants, policiers et pompiers, ont été blessés. Parmi les plus sérieusement touchées, un pompier a eu le visage brûlé par un cocktail Molotov et une femme handicapée a été gravement brûlée à la suite de l'attaque et de l'incendie d'un bus par des jeunes, à Sevrans, le 2 novembre. Un jeune homme a eu la main arrachée en tentant de renvoyer vers les forces de l'ordre une grenade lacrymogène à Toulouse, le 7 novembre. Un policier a été brûlé au deuxième degré au visage à la suite de l'explosion d'un cocktail Molotov dans une voiture en feu. Un policier a été blessé à la tête et à l'épaule par une boule de pétanque. Cinq journalistes étrangers de Corée, Russie et Italie ont été agressés et légèrement blessés.

Vingt-cinq départements (sur 96) ont été concernés par les violences. Des couvre-feux ont été instaurés dans sept départements par les préfets, visant une quarantaine de communes au total. Aucun décret de ce type n'a été pris en région parisienne mais les maires du Raincy et de Savigny-sur-Orge ont instauré un couvre-feu par arrêté municipal, de même qu'à Belfort. Des couvre-feux concernant les mineurs non accompagnés ont notamment été ainsi instaurés par arrêté préfectoral à Amiens, Orléans, Lyon, Nice, Rouen, Le Havre et Mont-de-Marsan. A Evreux, tous les habitants du quartier de La Madeleine sont concernés, qu'ils soient majeurs ou mineurs. Les rassemblements risquant de troubler l'ordre public ont été interdits samedi 12 novembre à Paris et le lendemain à Lyon, en vertu de l'état d'urgence.

Quelques 300 communes ont été touchées par les violences, dont de nombreuses banlieues de Paris principalement en Seine-Saint-Denis. En province, les villes les plus concernées ont été Evreux, Saint-Etienne, Toulouse, Lille et l'agglomération lyonnaise. Ont également été touchées, dans le sud, mais de façon moins importante : Nice, Marseille, Nîmes, Carpentras, Montpellier, Perpignan, Mont-de-Marsan, Pau, Bordeaux ; dans le centre Clermont-Ferrand et Tours ; et dans l'Est Strasbourg, Metz et Nancy.

4 On trouvera sur le site www.mouvement-communiste.com un récit détaillé des événements.

Environ 9 500 voitures ont été incendiées dans toute la France, avec un pic de 1 400 véhicules pour la nuit du 6 et 7 novembre. Des dizaines d'autobus ont aussi été brûlés (la RATP a recensé 140 véhicules caillassés, dont 10 bus et RER attaqués par des projectiles enflammés).

Des dizaines d'édifices publics, crèches, écoles (surtout maternelles), gymnases, médiathèques, bibliothèques, mais également des entrepôts, commerces ont été incendiés mais des « dégradations » ont touché également comme suit les établissements scolaires : collèges (92 touchés sur un total de 5 200), devant les lycées (49 sur 2 500) et les écoles (106 sur 51 000). Dans 20 % des cas environ, les dégradations ont perturbé le fonctionnement des classes. La Poste a comptabilisé une centaine de véhicules incendiés et 51 établissements touchés, dont 6 qui ont dû temporairement fermer leurs portes.

Les destructions devraient coûter environ 200 millions d'euros aux compagnies d'assurances, selon la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), dont 20 millions uniquement pour les voitures. A titre de comparaison, les inondations de décembre 2003, les plus chères pour les assurances jamais survenues en France, avaient coûté aux compagnies 700 millions d'euros.

Selon le dernier bilan établi par la chancellerie, établi au 30 novembre, 4 770 interpellations ont été réalisées, dont près de la moitié après la fin des incidents, débouchant sur 4 402 gardes à vue. 763 personnes ont été écroués, dont plus d'une centaine de mineurs, le plus jeune étant âgé de 10 ans. 135 informations judiciaires ont été ouvertes, 562 majeurs incarcérés (dont 422 condamnés en comparution immédiate à des peines de prison ferme, 45 à des TIG ou des sursis, 59 relaxés et 36 en attente) et 577 mineurs ont été présentés aux juges des enfants (dont 118 placés sous mandat de dépôt)⁵.

Il faut rappeler que les 9/10 des arrêtés sont possesseurs d'une carte d'identité française et que plus du tiers ne sont pas enfants d'immigrés et qu'une bonne proportion occupe un emploi salarié.

Un policier ayant frappé un jeune à terre dans la banlieue Nord de Paris a été écroué vendredi 9 novembre puis relâché le 15. La peine la plus lourde a été prononcée à l'encontre d'un jeune homme de 20 ans, condamné à quatre ans de prison ferme à Arras (Nord) pour l'incendie volontaire de deux magasins.

Environ 12 000 policiers et gendarmes, appuyés par des hélicoptères de surveillance, ont été déployés au total en France. Quelque 3 000 policiers ont été mobilisés à Paris pour le week-end du 11 novembre. Selon des sources policières, en tout, 126 policiers et gendarmes ont été blessés.

DES FAITS INCONTESTABLES

Tout d'abord, il faut comprendre que ce mouvement est resté excessivement minoritaire. Le dimanche 6 novembre, point le plus haut des événements, au plus 10 000 personnes se sont plus ou moins directement engagées dans les incidents. Tous les témoignages s'accordent (excepté à Clichy-sous-bois, berceau des affrontements) pour dire que les personnes impliquées ont agi par groupe de 10 à 50 personnes, parfois moins. L'extension des heurts, ayant alors dépassé les 300 localités⁶ sur l'ensemble du pays, est inversement proportionnelle à leur enracinement, en témoigne la résorption, certes heurtée et graduelle, du conflit dans ses foyers initiaux. C'est pourquoi il n'est pas erroné d'estimer les participants à, au mieux, guère plus de 15 000 personnes dans toute la France et sur la durée des événements. Compte tenu du nombre des interpellés, plus de 3 000 (dont aucune femme ce qui indique une limite importante, les émeutes montrent d'habitude une participation de toutes les catégories d'un quartier concerné), il est évident que l'avantage militaire est resté aux forces de répression. Les manifestants ont rapidement évité les affrontements directs avec celles-ci, ayant opté pour la multiplication d'actes isolés, menés par des groupes réduits en nombre, contre des biens privés

⁵ En cours de procédure, le juge des enfants peut ordonner un placement provisoire, un contrôle judiciaire, une détention provisoire ou une liberté surveillée. Lors du jugement, en dehors d'une peine, le mineur peut faire l'objet d'une mesure éducative (une admonestation, une remise à parents, un placement ou une mesure de réparation).

⁶ Mais certaines villes sont restées absentes (Mantes-la-jolie, Chanteloup-les-vignes, Nanterre, Bagneux, par exemple) ou ont connu des affrontements minimes (Marseille par exemple). Pourquoi ces villes n'ont pas ou peu connu d'incidents ? Rappeler le poids des islamistes, des « businessmen » de terrain, des frères aînés ou des politiques menées par les municipalités n'explique pas tout. Si le gros commerce parallèle n'aime pas les émeutes parce qu'elles amènent plus de police, il n'en va pas de même pour le petit commerce de bout de chaîne. Ainsi, il est fort probable que des petits dealers aient participé aux émeutes.

et publics. Parallèlement, les forces de répression ont réduit au strict minimum les occasions de contact direct et rapproché afin d'éviter des bavures qui auraient pu faire prendre une toute autre tournure aux événements. Les forces de répression se sont en revanche concentrées sur la multiplication de rafles à froid, préventives et sélectives.

En l'absence de tout message ou revendication émanant explicitement des émeutiers, force est de s'en tenir aux actes pour essayer d'apprécier la situation.

Des milliers de véhicules ont été livrés aux flammes dans les mêmes quartiers d'où sont issus les émeutiers ; des écoles ont été prises d'assaut ; des salles de classes détruites ; des pompiers, des travailleurs des transports publics et des prolétaires isolés ont été dépouillés et, parfois, sauvagement attaqués. Un aspect de ces événements aura été de concentrer en peu de temps ce qui se passe d'habitude aux mêmes endroits toute l'année⁷.

Ces faits déplorables ne se sont pas déroulés en marge d'un mouvement aux objectifs et aux formes de lutte différents et compatibles avec la lutte indépendante du prolétariat. Malheureusement, ils ont représenté l'essentiel des actes recensés. C'est pourquoi nous considérons que ces faits sont dépourvus d'un quelconque fondement politique de classe.

L'expression de la haine contre la condition subie n'est aucunement tolérable lorsqu'elle s'exprime en visant d'autres prolétaires, d'autres secteurs de la classe exploitée et opprimée.

La guerre entre pauvres est la pire des manifestations de la domination du capital, celle qui ôte tout espoir de transformation radicale du présent.

La haine de classe dans ses différentes formes (défensive et politique) est, au contraire, la meilleure manifestation de la volonté du prolétariat d'exister par et pour lui-même, dans un processus de combat pour son unification politique contre le capital et l'Etat. Rien de cela n'apparaît des carcasses de voitures et de bus et des intimidations et des violences contre d'autres travailleurs. L'apparition, dans les quartiers visés par ces émeutes, de secteurs amples de population ouvrière qui en appellent à l'Etat pour qu'il restaure l'ordre n'est guère de bon augure. Ces comportements confirment à leur tour l'incapacité actuelle de surmonter les profondes divisions et le « *chacun pour soi* » qui règnent dans les cités comme ailleurs.

REACTION DE L'ETAT ET DES FORCES POLITIQUES QUI LE SOUTIENNENT

AU GOUVERNEMENT

Passons maintenant à la gestion de la crise par l'Etat et les forces politiques qui le soutiennent. Le mot d'ordre unique est fermeté et application rigoureuse de la Loi. Son point d'orgue, la réactivation de la loi de 1955 établissant un couvre-feu sélectif ; mesure qui a été prolongée le 15 novembre pour trois mois. Même si son emploi (à la discrétion des préfets) est loin d'être généralisé, il permet de peaufiner les mesures répressives à utiliser ultérieurement, d'habituer la population à toujours plus de présence policière et de faire reculer les protections démocratiques. Selon un sondage paru mercredi 9 novembre dans le *Parisien/Aujourd'hui en France*, 73 % des personnes interrogées sur trois des principales mesures du plan Villepin, se disent favorables à l'autorisation du recours au couvre-feu. 24 % y sont opposés et 3 % ne se prononcent pas. A la question « *Quelle est votre attitude à l'égard de ce qui se passe actuellement dans les banlieues ?* », 58 % des personnes interrogées se disent « *scandalisées* » – le taux chez les habitants des banlieues est de 60%. 28 % se disent « *mécontents* » (25 % pour les habitants de banlieue), 12 % « *compréhensifs* » (14 % en banlieue), et 1 % « *en sympathie* ».

Sur la défense de l'ordre républicain, les ministres du gouvernement Villepin affichent une belle unité. « *Le gouvernement est unanime sur la fermeté* », a martelé Nicolas Sarkozy le samedi 5 novembre à l'issue d'une réunion de crise à Matignon. Les appels à l'unité nationale se multiplient. Dès le jeudi 3 novembre, le président de l'UDF, François Bayrou, a estimé que la situation dans les banlieues méritait un « *front commun national* ». Le même jour, Eric Raoult, député-maire UMP du Raincy, a participé, en compagnie des socialistes Harlem Désir (ancien militant de la LCR, fondateur de SOS Racisme) et Jacques Séguéla ainsi que du stalinien Jean-Pierre Brard, député-maire de Montreuil (apparenté PCF), à une marche silencieuse qui a rassemblé plus de 500 personnes et

⁷ En France, il se brûle 35 000 voitures par an et, régulièrement, des bus se font caillasser.

traversé la cité de Mitry d'Aulnay-sous-Bois. « *Notre marche n'est pas politique. D'ailleurs, tous les élus ont été invités, de droite comme de gauche* », affirme le député UMP connu pour ses anciennes amitiés d'extrême-droite, pour qui « *un extincteur n'a pas de couleur politique* ». La droite donne également ces incidents comme prétexte pour justifier son « *plan de rénovation urbaine* ». « *Ça fait 25 ans qu'on l'attendait, le plan de cohésion sociale⁸ et ses 15 milliards, ça fait 20 ans qu'on l'attendait* », a claironné Jean-Louis Borloo, ministre de l'Emploi. « *On a lancé un plan il y a 18 mois : près de 25 milliards d'euros pour transformer ces cités, doublement du logement social, zones franches urbaines. Tout ceci, ça prend du temps et c'est ce temps qu'on essaie d'accélérer, qu'on essaie de réduire dans le cadre d'un gouvernement uni* », a insisté le ministre⁹.

Ces intentions se sont traduites en un paquet de mesures, annoncées en grande pompe le 8 novembre. Les voici :

Emploi :

Tous les jeunes de moins de 25 ans, demandeurs d'emploi ou non, habitant une des 750 « zones sensibles », seront reçus dans les trois prochains mois pour un « *entretien approfondi* » par l'ANPE, dans les missions locales ou dans les Maisons de l'emploi. Une « *solution spécifique* » leur sera proposée dans les trois mois (formation, stage ou contrat).

Les bénéficiaires de minimas sociaux seront incités à retrouver un emploi par la création d'une prime de 1 000 euros et d'une prime forfaitaire mensuelle de 150 euros pendant douze mois.

20 000 contrats d'accompagnement pour l'emploi et contrats d'avenir réservés aux quartiers défavorisés seront créés pour développer des emplois de proximité.

Quinze nouvelles zones franches s'ajouteront aux 85 existantes.

Le nombre d'« *adultes-relais* » assurant le lien entre les familles et les institutions publiques sera doublé.

Logement :

Les moyens de l'Agence de rénovation urbaine seront augmentés de 25 % sur deux ans.

Education :

Création de 5 000 postes d'assistants pédagogiques dans les 1 200 collèges des « quartiers sensibles ».

Doublement du nombre d'équipes de réussite éducative prévues par le plan de cohésion sociale

⁸ Les élus locaux, toutes appartenances politiques confondues, sont très sensibles à cette partie du programme gouvernemental. Chacun se battant pour obtenir davantage de moyens financiers de l'Etat central. Voici, à ce propos, un extrait d'un article publié dans *Le Monde* du 5 novembre 2005 :

Avec le redéploiement de la police de proximité, les élus regrettent la diminution des crédits du Fonds d'intervention pour la ville et de ses subventions aux associations présentes dans les zones dites sensibles. Le 6 octobre, alors qu'elle était encore vice-présidente du Conseil national des villes (CNV), Véronique Fayet, adjointe (UDF) au maire de Bordeaux, déplorait leur baisse de 40 % entre 2004 et 2005. Le gouvernement a engagé, certes, une réforme de la dotation de solidarité urbaine (DSU), pour renflouer la trésorerie des communes les plus pauvres, à raison de 120 millions d'euros supplémentaires par an pendant cinq ans. Mais ce ballon d'oxygène devrait servir surtout à améliorer les conditions de « vie quotidienne », remarque Mme Fayet, et non « *à promouvoir du lien social dans les cités* ». A Tourcoing, le nombre de policiers est passé de 350 à 150, et la suppression d'une aide de l'Etat de 400 000 euros pourrait affecter le plan de réussite éducative. A Sarcelles (Val-d'Oise), « *les crédits de l'Etat aux associations ont baissé de 20 % par an* » depuis 2003, relève le maire (PS) de la ville, François Pupponi. Deux des plus grosses structures, Accueil et Culture et Sarcelles-Jeunes, ont été contraintes d'arrêter les cours d'alphabétisation et de soutien scolaire, faute de pouvoir payer les personnels. « *C'est dramatique*, dénonce M. Pupponi. *Avec 30 % de chômage dans certains quartiers, on ne peut pas se permettre de perdre un seul euro.* » La disparition graduelle des emplois-jeunes et la réduction des contrats aidés pénalisent tout autant les associations. Le Fonds de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (Fasild) a été réorienté dans l'accueil des primo-arrivants, alors qu'il soutenait de nombreuses actions de terrain. Résultat : les organisations musulmanes s'engouffrent dans le vide. « *On assiste à une avancée très nette des associations cultuelles, analyse un élu sous couvert d'anonymat. Elles ne sont pas islamistes mais font du prosélytisme. Et surtout, elles se positionnent en interlocuteurs des pouvoirs publics sur les problèmes sociaux.* »

⁹ Il faut garder en mémoire que l'Etat français consacre 1,9 % du PIB en aides sociales diverses au logement, l'un des pourcentages les plus élevés de l'Union européenne. D'ici à 2011, 250 000 logements sociaux devraient être rasés, avant d'être reconstruits et 40 000 réhabilités. A la mi-juillet, l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU), qui centralise les procédures, avait validé 124 projets dans 224 quartiers qualifiés de sensibles pour un total de 14,5 milliards d'euros.

(1 000 fin 2007).

Possibilité d'entrée en apprentissage dès 14 ans, au lieu de 16 actuellement.

100 000 bourses au mérite seront accordées à la rentrée 2006, contre 30 000 actuellement.

Ouverture de dix internats de réussite éducative supplémentaires, « *pour les élèves les plus prometteurs et les plus motivés* ».

Santé :

Développement des ateliers santé-ville pour mettre en réseau les acteurs de santé.

Amplification du dispositif des équipes mobiles psychosociales.

Intégration :

Création d'une agence de la cohésion sociale et de l'égalité des chances qui sera « *l'interlocuteur des maires* ».

Création de préfets délégués à l'égalité des chances.

Associations :

Cent millions d'euros supplémentaires seront alloués en 2006 aux 14 000 associations subventionnées par l'Etat.

Sécurité :

Le ministère de l'Intérieur recrutera 2 000 agents supplémentaires pour les quartiers défavorisés, dans le cadre du dispositif des contrats d'accès à l'emploi, à compter de janvier 2006.

Le dispositif Villepin est ambitieux. Son but général est de « *retisser le lien social dans les zones urbaines sensibles* », au moyen du renforcement des différents organes décentralisés, de terrain, préposés au maillage étatique des quartiers prolétariens. L'affaiblissement sérieux des structures politiques et syndicales locales des partis de la gauche du capital a laissé un vide que l'Etat se doit de combler. Et ce par la multiplication et la diffusion de figures professionnelles chargées d'établir un relais avec les instances centralisées de l'Etat, à la revitalisation par une pluie de subsides des associations en tous genres, censées organiser et canaliser vers des formes et des objectifs démocratiques le mécontentement des banlieues.

Par ce plan, l'Etat montre d'avoir compris, et dûment exploité, l'une des limites les plus importantes de ces incidents : l'extrême morcellement des réactions violentes, qui appelle de sa part des traitements différenciés et localisés. Les maires et les préfetures se voient ainsi attribuer la fonction de centres névralgiques du dispositif de récupération étatique des périphéries ouvrières. L'Etat fait également un pas de plus vers la « réactivation » des chômeurs au moyen d'un suivi plus détaillé et individualisé des sans travail. Les mesures prises sur ce plan, dont notamment l'abaissement de l'âge des apprentis, les nouvelles incitations économiques proposées aux chômeurs de longue durée pour qu'ils reprennent le travail et l'établissement de nouvelles zones franches (c'est-à-dire soumises à une fiscalité réduite), contribuent au processus bien avancé de déstructuration du marché du travail.

Des nouvelles figures précaires et/ou sous-payées vont voir le jour en parfaite légalité. Quant au système scolaire, le gouvernement compte exclusivement renforcer les équipes d'encadrement et de surveillance. Pas de profs supplémentaires et pas de moyens d'étude accrus. Par cela, il confirme que l'« Education nationale » dans les quartiers ouvriers se résume à un lieu de stockage de main d'œuvre potentiellement surnuméraire.

Le sens anti-prolétarien du dispositif Villepin n'a cependant pas été compris par beaucoup de travailleurs. Selon le sondage cité plus haut publié par le *Parisien/Aujourd'hui en France*, le rétablissement du financement des associations travaillant en banlieue sur l'aide au logement et l'aide scolaire est approuvé par 89 % des personnes interrogées (9 % contre, 2 % sans opinion). Quant à la baisse de l'âge d'entrée en apprentissage de 16 à 14 ans, elle est soutenue par 83 % (16 % contre, 1 % ne se prononce pas).

Mais le gouvernement n'en est pas resté là. Profitant de son avantage, car il a bel et bien remporter une victoire dans l'opinion en profitant de la peur suscitée par les événements, il vient d'annoncer (le 29 novembre) un ensemble de mesures clairement contre les immigrés présents et à venir. Notons en les points essentiels :

- allongement de deux ans du délai de vie commune à l'issue duquel un étranger ayant épousé un Français peut demander la nationalité française (quatre ans pour un couple

- résidant en France, cinq ans sinon),
- allongement à deux ans (contre un an actuellement) du délai de séjour en France à l'issue duquel pourra être faite une demande de regroupement familial¹⁰,
- vérification systématique du respect de la loi, qui interdit la polygamie en France¹¹,
- sélection accrue des étudiants étrangers avant l'entrée en France. « *Il faut faire en sorte que les meilleurs d'entre eux viennent chez nous et pas ailleurs* » (sous entendu que les « mauvais » ne viennent pas) a déclaré Villepin,
- fixation de quatre critères supplémentaires pour octroyer un visa pour études : projet d'études, parcours académique et personnel, compétences linguistiques, état des relations bilatérales avec le pays d'origine.

De plus, il s'agit, via ces mesures, de tester sur les étudiants le concept « *d'immigration choisie* » lancé par Sarkozy, qui entend l'étendre aux « *actifs qualifiés* » dans sa future loi sur l'immigration. Il fixe ainsi un objectif de 25 000 immigrés en situation irrégulière à expulser en 2006. « *La France ne veut plus de ceux dont on ne veut nulle part ailleurs dans le monde.* » et poursuit en dévoilant la philosophie générale du projet de loi qu'il compte déposer au Parlement début 2006 : « *maîtriser l'immigration subie pour développer une immigration choisie* ». ¹²

Sarkozy poursuit en jugeant que « *les droits sociaux [pour les immigrés, Ndr] ne doivent pas être supérieurs en France à ce qui est prévu ailleurs en Europe. Ces droits sociaux ne doivent se concevoir que de manière provisoire, liée à une situation d'urgence et en attendant le retour dans le pays d'origine* » en ajoutant que « *Le migrant clandestin n'a pas droit au séjour, mais il a droit à l'accès aux soins à travers l'aide médicale d'Etat, droit à la scolarisation de ses enfants, droit à l'hébergement d'urgence* ».

Ensuite, il a également confirmé sa volonté de « *supprimer le lien automatique entre le mariage et le titre de séjour* » pour les étrangers en situation irrégulière au moment de l'union en y ajoutant une mesure suspensive « *La liberté de se marier avec un étranger en situation irrégulière est constitutionnellement protégée. Mais rien ne nous interdit de supprimer l'acquisition automatique d'un titre de séjour après le mariage !* », et en liant le regroupement familial à la possession de « *conditions de ressources et de logement* ».

Ces mesures constituent sans aucun doute une aggravation conséquente des conditions de vie des immigrés tant « *illégaux* » que « *légaux* ».

DANS L'OPPOSITION

Quant à la gauche du capital, ses critiques au gouvernement ne parviennent pas à occulter l'existence d'une profonde identité d'objectifs sur l'essentiel : le rétablissement de l'ordre. Dimanche 6 novembre, en renouant avec sa longue tradition répressive, le PCF a appelé « *au rétablissement de l'ordre* ». « *La propagation des actes de violence est insupportable pour les populations concernées. L'ordre doit être rétabli. Il y a urgence à prendre un ensemble de mesures permettant de mettre un terme à une évolution de plus en plus dangereuse. La sécurité de tous ne peut être rétablie par l'acceptation de l'escalade de la violence* », écrit le parti stalinien. Le président de Plaine commune¹³, également membre éminent du PCF et ami indéfectible des trotskistes de la LCR, Patrick Braouzec, a demandé le même jour à être reçu par le Premier ministre et exigé un « *Grenelle des quartiers populaires* ». L'unité nationale de salut avance...

Dans le camp des staliniens, la palme d'or sécuritaire revient sans conteste au député maire de Vénissieux, André Gérin, qui, en date du 7 novembre, a adressé une lettre à Jacques Chirac. La voici :

Monsieur le Président,

¹⁰ Le gouvernement justifie cela par le fait que « *Le regroupement familial est aujourd'hui la deuxième source d'immigration régulière après le mariage. Il a concerné 25 000 personnes en 2004, un nombre stable depuis plusieurs années* ».

¹¹ Le gouvernement se fait ainsi l'écho des plus réactionnaires qui ont vu dans la polygamie une des causes, sinon la cause, des événements.

¹² Le nombre des mesures d'éloignement d'étrangers en situation irrégulière exécutées a fortement augmenté : 12 000 en 2003, 15 000 en 2004 et 20 000 en 2005.

¹³ Communauté regroupant huit villes de Seine-Saint-Denis : Aubervilliers, Epinay-sur-Seine, La Courneuve, l'Ile-Saint-Denis, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Stains et Villetaneuse.

Je souscris à vos propos pour rétablir l'ordre. La société française est en dérive. La République est menacée. On voit poindre des germes de guerre civile. Il n'y a pas à hésiter : rétablir l'ordre est la priorité.

Tous les responsables politiques, de gauche comme de droite doivent parler d'une même voix. L'heure est au rassemblement républicain pour éradiquer la gangrène, la barbarie, la sauvagerie. Il faut en finir avec le pourrissement social et moral, terreau de la haine et de la violence.

La France est déchirée. D'un côté, il y a une jeunesse populaire qui s'enfonce dans la pauvreté, qui se sent inutile, rejetée, sacrifiée, enfermée dans un terrifiant "no future". De l'autre, une France opulente se réserve les fruits de la croissance et l'emploi en faisant la sourde oreille.

Chacun selon ses convictions doit donner des raisons d'espérer,

dire à la jeunesse : "La France a besoin de vous, vous avez besoin de la France." Je suis pour un front républicain où chaque parti politique de gauche et de droite s'engage à conjuguer progrès social et progrès économique.

Je propose que le Gouvernement mette en place un "plan Orsec" pour les six prochains mois en associant tous les responsables politiques et les maires des villes de France les plus concernées.

Décrétons priorités nationales la bataille du plein-emploi et de l'éducation tous azimuts. Ce sont plus que jamais les clés de l'avenir.

Quelques mesures à mettre en débat :

Débloquer une enveloppe dans le budget 2006 pour prendre des mesures immédiates contre la misère, les discriminations négatives,

Sortir coûte que coûte les 16/18 ans du désœuvrement.

Sans formation, sans emploi, livrés à eux-mêmes, proies faciles, ils peuvent basculer du désespoir à la haine. Ils sont au cœur de la crise.

Réunir des milliers d'acteurs économiques avec les collectivités dans chaque département d'ici la fin novembre pour briser les tabous qui bloquent les embauches.

Engager la généralisation de l'apprentissage rémunéré, dès 14 ans, en liaison avec les collègues.

Mobiliser les 22 régions de France et les structures nationales pour orienter de façon volontariste la formation vers l'emploi.

Monsieur le Président de la République, depuis les années 1974/1975 la France régresse. Vous étiez Premier ministre. La finance s'est retournée contre l'emploi, contre le social créant les terribles fractures dont vous-mêmes vous êtes fait l'écho.

Toutes les politiques d'accompagnement se sont soldées par des échecs cuisants. L'aveuglement du tout économique, du tout financier a créé des fractures.

Il est urgent de réconcilier progrès social et progrès économique, de conjuguer industrie, emploi, social dans un même temps.

Il y a eu l'électrochoc du 21 avril 2002 et tout récemment, le 29 mai, des millions de Français ont manifesté leur rejet des élites et de la classe politique, témoignant d'un profond sentiment d'abandon.

L'heure est à la mobilisation à tous les étages de la société. La situation est grave. J'aime la France et ne crains pas de dépasser l'esprit partisan. Les polémiques politiciennes et les rivalités personnelles sont dérisoires. Nous avons besoin d'un front républicain pour assurer dans la continuité la sécurité publique, la défense civile des citoyens.

Monsieur le Président de la République, nous gagnerons la bataille du maintien de l'ordre en répondant au cri de la jeunesse, au cri des classes populaires qui n'acceptent plus de vivre derrière les barreaux de la pauvreté, de l'exclusion, du mépris. Nous sommes au bord de l'explosion.

Il nous appartient de dire à la jeunesse de France qu'elle est une chance. Nous devons avoir le courage de lui parler droit dans les yeux pour qu'elle retrouve sa fierté. Nous lui devons fermeté mais aussi considération, affection. Elle est en droit d'attendre de nous l'exemplarité.

Voilà, me semble-t-il, le message que doit porter le Président de la République et son gouvernement. Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma haute considération.

André GERIN

Député-maire PCF de Vénissieux

Le PS demande davantage de commissariats et de policiers dits de proximité. « *La disparition de la police de proximité est une grave erreur. Les fonctionnaires affectés à cette mission avaient gagné peu à peu la confiance de nos concitoyens... L'urgence commande, pourtant, le retour à un climat d'apaisement, à Clichy-sous-Bois et dans les communes voisines. Ceci passe, notamment, par la présence d'un commissariat dont nous ne cessons, vainement, de réclamer la présence* », affirme Claude Dilain, maire de Clichy-sous-Bois et vice-président du Conseil national des villes (CNV).

La LCR, de son côté, a appelé au retour « *des forces démocratiques et progressistes dans les banlieues* ». Elle souhaite organiser avec elles « *une marche pacifique partant des quartiers pour exiger la démission de Sarkozy et des mesures nécessaires à une vie sociale, solidaire et collective* ». Ces trotskistes oublient un peu trop vite que beaucoup des communes visées par les incidents sont administrées par leurs mêmes amis de la gauche du capital, PS et PCF, preux défenseurs du rétablissement de l'ordre. Maîtres dans l'art du grand écart, insoucieux de faire preuve d'une quelconque cohérence, les trotskistes de la LCR, après s'être exprimés pour les marches blanches, ont incité les prolétaires à braver le couvre-feu. Bien entendu, comme à leur habitude, ils ne sont pas passés à l'acte et, heureusement, les travailleurs ont appris à prendre les consignes des gauchistes pour ce qu'elles sont : du vent.

« *La violence au quotidien dans ces quartiers est peut-être le fait de voyous ou de trafiquants* », analyse pour sa part Arlette Laguiller, porte-parole de *Lutte ouvrière*. « *Mais des voyous, il y en a toujours eu, pourquoi trouvent-ils aujourd'hui le soutien d'une bonne partie des jeunes ? Pourquoi les explosions de violence entraînent-elles contre la police bien plus de jeunes que ces petits caïds de quartier ? Parce qu'il n'y a pas un jeune dans ces quartiers qui n'ait touché du doigt qu'aux yeux de la police de Sarkozy, la 'racaille', ce sont les pauvres, tous les pauvres, et pas seulement quelques voyous ou quelques trafiquants. Parce que, pour la majorité d'entre eux, l'avenir est bouché et sans espoir* », poursuit-elle.

Derrière ce constat évident, la seule solution qu'elle avance est que les jeunes des quartiers populaires entendent le message de la classe ouvrière lorsqu'elle aura retrouvé sa capacité de réagir à l'offensive patronale et gouvernementale. Une seule question. Les « jeunes » engagés dans les affrontements ne sont-ils pas eux-mêmes, dans leur grande majorité, des prolétaires ? Proposer d'attendre, c'est un peu maigre pour des secteurs de la population qui vivent dans un état permanent de dénuement aigu. A propos, qu'en est-il de la vieille revendication de LO de « *plus de policiers véritablement liés à la population* »¹⁴ ?

14 « *Il y a quelques mois, le gouvernement Jospin avait essuyé la grogne des policiers et gendarmes, d'ailleurs attisée par la droite. A l'occasion de certains reportages, on avait aperçu dans quel état de délabrement se trouvent nombre de commissariats ou entendu des policiers raconter comment, dans l'Essonne par exemple, sur 250 véhicules de police, ni bien puissants ni bien récents, 50 sont immobilisés en permanence car en réparation. Mais même cette situation ne changera pas malgré les poses sécuritaires de Sarkozy et Chirac. Car si la bourgeoisie et son Etat ont besoin d'une police, c'est pour assurer leur propre sécurité au besoin contre la population mais pas la sécurité de cette même population, et surtout pas en renonçant pour cela à une partie de manne qui, depuis les caisses de l'Etat, alimente les profits privés* ». (*Lutte Ouvrière* n°1765 du 24 mai 2002)
 « *La politique de restrictions budgétaires de l'Etat a entraîné à son tour une dégradation des services publics : transports en commun insuffisants, manque d'effectifs dans les bureaux de poste comme dans les établissements scolaires, et quasi-disparition de la présence de policiers dans les quartiers populaires, ont ajouté leur pierre à la dégradation générale. Et on pourrait ajouter à tout cela, le recul de la présence des militants et des organisations ouvrières qui développaient des sentiments de solidarité et entretenaient une certaine fierté d'appartenir au monde du travail, ce qui a aujourd'hui largement disparu. Alors, si l'on voulait vraiment s'attaquer au problème à la base, il faudrait commencer par donner les moyens aux services publics, qui en ont bien besoin, et pourquoi pas, en recrutant les chauffeurs de bus ou les postiers parmi les habitants des cités. Quant aux tâches de police indispensables à la vie en collectivité, elles devraient être assurées par des personnes suffisamment proches des habitants du quartier où elles sont affectées pour pouvoir ainsi désamorcer bien des conflits. Ce serait bien préférable à ces patrouilles policières qui, faute d'assurer une présence réelle, en viennent immédiatement à des interventions musclées quand la tension monte. Eduquer, assurer l'intégration de la jeunesse, développer les services publics, créer des emplois réels, inverser la marche de la dégradation sociale à laquelle on assiste, tout cela pourrait être fait avec l'appui et la collaboration de la population. Mais évidemment, même si cela était fait, même avec un effort soutenu sur une longue période, il faudrait du temps pour remonter la pente de la dégradation sociale de ces dernières années* ». (*Lutte Ouvrière* n°1764 du 17 mai

Outre la mise en commun des extincteurs sociaux respectifs, la gauche et la droite du capital se partagent la tâche de dramatiser le phénomène. Cela fait partie d'une tradition bien installée en France. Elle se justifie avant tout par « *le caractère éruptif* »¹⁵, des classes subalternes de ce pays. Une nouvelle fois, comme en mai 1968, les classes dominantes françaises savent que jouer le pourrissement de la situation et la simple répression ne suffit pas à restaurer l'ordre établi. Bien au contraire. C'est donc avant tout par nécessité et par conscience de ce danger que le pouvoir exécutif a décidé de ne pas « *sous-estimer* » les faits intervenus dans les banlieues. Une sorte de plan de contre-révolution préventive a ainsi été mise en place. La deuxième raison de cette forte réaction de l'Etat réside dans le fait que l'assise actuelle de l'exécutif n'est pas suffisamment solide et ample. Une sorte de catharsis nationale se soldant par une unité patriotique retrouvée autour d'événements de cette nature pourrait bien faire l'affaire des dirigeants du pays. Cette recette, ne l'oublions pas, est celle qui a si bien réussi au gaullisme et à la Cinquième République. L'objectif, clairement affiché par plusieurs chefs de file de la droite aux commandes, est celui d'un front national en défense des valeurs républicaines communes. Ce front réunirait gauche et droite pavant la voie vers une restauration pleine et complète de l'autorité de l'Etat. Quelles sont les composantes de ce front en devenir ?

FRONT COMMUN POUR LE RETABLISSEMENT DE L'AUTORITE DE L'ETAT

Les partis politiques

Le contexte de violence urbaine est favorable à la formation d'un bloc social réactionnaire construit sur les réactions plus ou moins spontanées. Derrière l'appel officiel aux bonnes volontés, c'est la formation de milices qui se dessine. Manuel Aeschlimann, maire UMP d'Asnières (Hauts-de-Seine), a créé un « *comité asniérois de veille citoyenne* ». Aux volontaires qui avaient rendez-vous à 21 heures devant la mairie, on devait remettre « *des moyens de communication téléphonique, des caméras et des extincteurs* ». Pour le maire, le temps est venu de « *laisser les pleureuses se complaire dans une passivité politiquement correcte* ». Ils n'ont toutefois été qu'une trentaine à tourner dans la ville, une opération surtout médiatique. Du côté de la gauche, Gilles Poux, maire PCF de La Courneuve, avec des associations, des représentants des services publics, a défilé sur le thème « *stop à la violence* ».

Manuel Valls, député-maire PS d'Evry, a sollicité le soutien actif de la population. C'est ce qu'a fait aussi Michel Pajon. Le maire (PS) de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) a écrit à ses administrés : « *J'appelle à la mobilisation de toutes celles et ceux qui veulent défendre notre ville. Sans se substituer aux forces de police, les Noiséens qui souhaitent participer à la protection des lieux de vie (...) peuvent se retrouver au cours des prochaines nuits, avec vos élus mobilisés, dans ou aux abords des écoles, gymnases, crèches, maisons pour tous.* » Beaucoup ont précédé l'appel, après la destruction totale du gymnase, et plus d'une trentaine de voitures incendiées. « *Chaque nuit est une source d'inquiétude* », reconnaît Manuel Valls. Depuis leurs bureaux, transformés en cellule de crise, ils sont en liaison permanente, avec les autres maires des communes environnantes, toutes étiquettes confondues, les pompiers, la police. Chacun guette le moindre incident, et redoute le pire. « *Il faut tenir* », raconte Michel Pajon qui avait réclamé le recours à l'armée. Tous font désormais appel à des sociétés privées de sécurité ou de médiation sociale. « *Ils sont en t-shirt, cool, mais je viens d'apprendre que ces hommes ont eux-mêmes subi un contrôle un peu musclé* », soupirait, peu avant minuit, Gilbert Roger, maire PS de Bondy¹⁶.

Ce dernier est à l'origine, avec Claude Bartolone, député de Seine-Saint-Denis, Claude Dilain,

2002)

15 « *Dans ce pays méfiant, éruptif, le plus infime mouvement coûte au pouvoir des trésors d'énergie pour éviter qu'aussitôt ne se coalise contre lui la foule des mécontents. Le pouvoir n'agit donc plus. Il s'agite. Il occupe l'espace, se met en scène, comble les regards qui tous se tournent vers lui, sans jamais lui laisser le moindre répit. Il doit s'expliquer, se justifier, convaincre avant même d'avoir pu faire, toujours menacé par le doute, la mauvaise foi, le procès d'intention, la rumeur* » (Dominique de Villepin, in *Le cri de la Gargouille*, page 88, Albin Michel, 2002).

16 Voir *Le Monde* du 08/11/2005

maire de Clichy-sous-Bois et Franck Puponi, maire de Sarcelles, d'un appel signé par plusieurs dizaines d'élus socialistes, dont Bertrand Delanoë, maire de Paris. Lancé hors du parti, ce texte tous courants confondus exige « *un retour rapide de la paix civile* » et des mesures d'urgence, à commencer par « *le rétablissement de l'autorité d'Etat* ».

Pour accélérer le retour à la « *paix civile* », maires de droite et de gauche et associations diverses ont fait appel à la vigilance organisée de groupes de citoyens. Des groupes d'habitants des cités ont ainsi surveillé leur territoire, en particulier les établissements publics cibles de dégradations (écoles, crèches, lieux de culture et autres). Dans leur grande majorité, ces initiatives ne se sont pas transformées en création de milices auxiliaires des forces de répression. Toutefois, il est important de relever que les classes dominantes ont ouvertement envisagé la constitution de regroupements de citoyens chargés de protéger les lieux publics et d'établir un réseau d'information pour la police.

Les organisations islamiques

Comme les autres associations, elles tentent de consolider leur rôle de syndicats des banlieues auprès de l'Etat. Très présents sur le terrain (30 barbus pour 8 médiateurs municipaux à Grigny par exemple), les religieux ont majoritairement joué le retour au calme. L'Union des organisations islamiques de France (UOIF) a appelé les jeunes musulmans concernés à « *calmer leur colère, à méditer et à se conformer à la fatwa* » édictée dans la foulée. Dans cette fatwa « *il est formellement interdit à tout musulman recherchant la satisfaction et la grâce divine de participer à quelque action qui frappe de façon aveugle des biens privés ou publics ou qui peut attenter à la vie d'autrui* ». « *Contribuer à ces exactions est un acte illicite* », poursuit le texte. « *Tout musulman vivant en France, qu'il soit citoyen français ou hôte de la France, est en droit de réclamer le respect scrupuleux de sa personne, de sa dignité et de ses convictions et d'agir pour plus d'égalité et de justice sociale* », a-t-il conclu. L'UOIF a condamné les violences « *avec la plus grande fermeté* » et appelé « *avec insistance le retour au calme dans les plus brefs délais* ». Selon l'UOIF ces événements « *semblent mettre à nu les graves défaillances du modèle d'intégration français qui plongent manifestement des dizaines de jeunes des quartiers difficiles dans le désespoir et la misère* ». L'UOIF souhaite l'organisation d'assises nationales pour les banlieues et les jeunes.

L'intervention de l'UOIF a provoqué une réponse immédiate du site oumma.com, principal site musulman francophone. « *Cette fatwa, concoctée par l'UOIF, ne fait que communautariser et confessionnaliser les problèmes sociaux, accréditant ainsi l'idée selon laquelle les motivations des 'casseurs' s'expliqueraient par leur islamité supposée : ils sont délinquants parce qu'ils sont avant tout musulmans ou plutôt, selon les dires de l'UOIF, des 'mauvais musulmans', car les casseurs ne se conformeraient pas aux versets de Coran.* »

Oumma.com accuse l'UOIF d'être devenue un « *auxiliaire sécuritaire du ministère de l'Intérieur* » ou encore de jouer le rôle de « *CRS de l'Islam de France* ». Plus traditionnelle, l'Union des mosquées Rhône-Alpes (Umra) s'était déclarée disponible « *pour toute démarche de concorde civile* » en banlieue. Mais sans « *aucune vocation à remplacer les politiques économiques et sociales* », a déclaré son président et recteur de la mosquée de Lyon, Kamel Kabtane. « *L'Union des mosquées Rhône-Alpes souhaite ardemment le retour au calme et renouvelle sa disponibilité pour toute démarche de concorde civile. Elle refuse en revanche de prendre une place qui n'est pas la sienne et n'a aucune vocation à remplacer les politiques économiques et sociales qui seules peuvent convaincre la jeunesse des banlieues, qu'elle est aussi la jeunesse de la France.* »

Les associations

Sur TF1, le 7 novembre, Dominique de Villepin a effectué une volte-face spectaculaire : « *Nous avons baissé la contribution aux associations au cours des dernières années, a-t-il reconnu avec une étonnante franchise, eh bien, nous allons restaurer cette contribution, qu'il s'agisse de grandes associations ou de plus petites qui sont au contact de la vie quotidienne pour l'aide au logement, pour l'aide scolaire.* » Si l'argent promis par le Premier ministre est effectivement débloqué, cela constituera un grand bol d'air pour les acteurs de terrain qui, depuis trois ans, avaient pris l'habitude de se tourner vers les collectivités locales, dont les moyens sont sans commune mesure avec ceux de l'Etat. Résultat, les associations se sont vite retrouvées confrontées à « *un énorme paradoxe* »,

selon Jean-Pierre Worms, président de la FONDA¹⁷ : « Dans la crise actuelle, les pouvoirs publics ont besoin que les citoyens se mobilisent sous forme associative et, dans le même temps, les moyens des associations ont drastiquement diminué. » Dominique de Villepin semble avoir compris le message.

Résultat, 100 millions d'euros seront débloqués en 2006 pour les associations, considérées comme « complément indispensable à l'action de l'Etat ». « Reconnaître que des subventions avaient été supprimées et vouloir les rétablir, c'est bien, mais quand les associations ont disparu, ce ne sera pas si simple de rétablir le tissu social », a déclaré Pierre Henry, directeur de France Terre d'Asile.

L'ANALYSE ET LA POSITION DES COMMUNISTES

Il va de soi que, pour les communistes, la question centrale n'est pas de contester l'usage de la force. La condition qui est faite au prolétariat par les rapports sociaux capitalistes hurle encore et toujours pour son emploi le plus déterminé. La violence transformatrice reste ainsi un point ferme de la lutte de classe et un élément central du programme révolutionnaire. Il n'y a donc pas lieu de stigmatiser les émeutiers parce qu'ils ont choisi ce terrain. Nous ne nous associons pas non plus aux populations qui demandent la restauration de la paix sociale par les troupes capitalistes.

De la même manière, nous pensons que le tissu associatif et les réseaux religieux exercent tout d'abord un rôle d'embrigadement et de neutralisation des poussées subversives qui peuvent surgir. Véritables observatoires avancés de l'Etat, ils vivent de son aide souvent généreuse et diffusent des idéologies, laïques ou pas, de soumission. Le prolétariat n'est pas un grand corps malade qu'il faut traiter par l'opium de l'au-delà ou de la République.

Ainsi, nous ne nous attardons pas à l'analyse du fait déclenchant pour déterminer si ces événements sont justifiés. Plusieurs émeutiers ont déclaré avoir utilisé la mort des deux adolescents de Clichy-sous-Bois comme un prétexte pour se révolter contre leur situation. « Le décès des deux jeunes et la bombe lacrymogène lancée contre la mosquée de Clichy-Montfermeil n'ont été qu'un déclencheur », explique à un journaliste du *Parisien* un jeune émeutier de Sevran, en banlieue parisienne. La volonté de cette minorité de jeunes de manifester le plus bruyamment leur rage contre les forces de répression est, elle, tout à fait compréhensible et justifiée. « On se prend des contrôles et des insultes pour rien. Ils nous traitent comme du bétail. On n'a rien à perdre. Si l'on se fait arrêter autant que ce soit pour quelque chose », déclarent d'autres jeunes. Rien à ajouter sur ces points. Le problème n'est pas là mais dans le fait que l'expression politique informelle de ces violences urbaines¹⁸ n'est pas compatible avec la perspective de la lutte prolétarienne indépendante.

Toutes sortes de contaminations, sans nécessairement s'exprimer dans les affrontements actuels, en constituent une toile de fond, de telle sorte qu'on ne puisse pas les défendre en tant que tels. Passons-les en revue sans concessions :

- Le tribalisme¹⁹ domine l'environnement périurbain de ces quartiers. Les fréquentes guerres de bandes, organisations criminelles le plus souvent fondées sur des bases ethniques et/ou territoriales, le démontrent ;
- Le machisme et la violence sur les jeunes femmes qui souhaitent quitter la galère par un biais ou par un autre se sont dangereusement répandus. « La seule chose qui compte, c'est la thune, le sexe et la loi du plus fort. On peut te tuer simplement parce que tu refuses de donner une cigarette »²⁰, confirme à l'hebdomadaire *Le Point* Pierre N'Doh, Camerounais, 43 ans,

17 Association, fondée en 1981, ayant en charge la promotion des associations loi de 1901.

18 « En 1998, la commissaire Lucienne Bui-Trong, alors patronne de la section Villes et banlieues, des Renseignements généraux (RG), avait créé une échelle de Richter des violences urbaines, qui classait les quartiers de 1 à 8 selon leur potentiel explosif. Un outil qui avait, l'année suivante, donné naissance au Saïvu, le Système d'analyse informatique des violences urbaines. Dès la première année, le Saïvu affichait 28 858 violences urbaines contre 3 000 en 1992, et 818 quartiers sensibles au lieu des 106 recensés jusqu'alors. Avec des tendances inquiétantes qui se sont confirmées depuis, telles que le phénomène des bandes violentes, l'économie souterraine, les départs de feu volontaires, les agressions contre tout ce qui symbolise l'autorité. Comme le mercure ne cessait de monter, la Direction générale de la police nationale a décidé de saborder le Saïvu, qui a fini par disparaître en 2003 » (*Le Point* du 4 novembre 2005).

19 Mariage des bandes des cages d'escalier avec une reconnaissance des origines « ethniques ».

20 Il est évident qu'on ne meurt pas tous les jours parce qu'on a refusé une cigarette, mais ce fait divers, même s'il n'est que la pointe de l'Iceberg, est révélateur de la tension permanente qui règne dans certaines banlieues.

fondateur, en 1990, de l'Organisation des banlieues unies, qui, à l'époque, « *voulait fédérer les cités de la région parisienne pour peser dans la politique de la ville* » ;

- L'économie souterraine de la drogue et du recel a pris une place centrale dans plusieurs quartiers, renforçant des structures parallèles de contrôle social fondées sur le pouvoir absolu des caïds. « *Dans les cités, il n'y a plus que l'économie souterraine.* » Conséquence : « *ceux qui vont au boulot tous les matins rasent les murs. Il n'y a plus de respect. Ici, se faire traiter de victime est une insulte* », dénonce Pierre N'Doh²¹ ;
- « L'islamisation des esprits » a fait son chemin. Les réactions faisant suite aux gaz lacrymogènes dans l'enceinte de la mosquée de Clichy-Montfermeil sont éloquentes. Le mythe réactionnaire du guerrier porté par la foi semble avoir bonne presse, y compris auprès de secteurs de jeunes qui ne suivent pas les préceptes du Coran. Facteur structurant dans un environnement où la famille se désagrège sous les coups des rapports sociaux capitalistes, l'islam fournit les raisons idéologiques pour s'opposer aux « *Blancs* » et soumettre les femmes, généralement plus inclinées à profiter de la dissolution de la famille tribale pour gagner davantage de liberté individuelle. L'imagerie de la guerre sainte contre l'Occident a du succès. « *C'est un peu Bagdad tous les soirs* », lâche Draman, originaire du Mali, 17 ans, habitant à Aulnay-sous-Bois, à un journaliste du *Parisien*. Au cours des derniers événements, les organisations musulmanes, absentes des incidents, se sont proposées (non sans succès, notamment à Clichy-sous-Bois et Montfermeil) en médiateurs. Ils se veulent les défenseurs des raisons des émeutiers tout en incitant ces derniers à leur déléguer les négociations avec l'Etat²².

C'est pourquoi ce contexte nous fait dire que ces amorces d'émeutes ont peu à voir avec la première saison de révoltes qui commençât à Vénissieux en 1981 et qui a culminé à Vaulx-en-Velin, en octobre 1990.

Le 6 octobre 1990, une moto se renverse au niveau d'un barrage de police qui cherche à la stopper. La mort du passager, un jeune handicapé, Thomas Claudio, déclenche la colère des jeunes de Vaulx-en-Velin. Des affrontements avec la police ont lieu, suivi d'un incendie et de pillages du centre commercial. Le 8 octobre 1990, *Le Progrès de Lyon* titre en « une » : « *Vaulx-en-Velin. L'émeute.* » Suit cette phrase de commentaire reprise dans l'article des pages intérieures : « *Neuf ans après Vénissieux, la maladie des banlieues n'est toujours pas guérie.* » Le quotidien *Libération* du 8 octobre 1990 écrit : « *A Lyon, c'est une longue liste de victimes qui a alimenté hier la colère des jeunes émeutiers. En octobre 82, Wahid Hachichi (Vaulx-en-Velin) et Ahmed Bouteija (Bron) sont tués. En novembre 82, le policier Bernard Taffine abat Mohamed Abidou. Non-lieu. Le 6 mars 85, Barded Barka, 15 ans (Vaulx-en-Velin) est tué lors d'un contrôle. Policier muté. Mustapha Kacir (Vaulx-en-Velin) est abattu par deux gendarmes en juin 85. Pas de suites judiciaires. En septembre 85, Noredine Mechta est achevé par les surveillants d'une boîte de nuit. Aziz Bougheza, à Mions, tombe en juin 87, lui aussi sous des balles de gendarme. Farid Oumrani, 17 ans, est tué à l'automne 88 d'une balle dans le dos par un chauffeur de taxi. En décembre 89, Abdallah Bouafia, 42 ans, père de deux enfants, meurt à Lyon des suites des tortures infligées par quatre vigiles. Le 9 août 90, Akim Merabet (à Crémieu), 22 ans, est assassiné comme son frère, dix-huit mois plus tôt.* » Même le quotidien *Le Figaro*, ami indéfectible de la police, doit avouer, dans son édition du 9 octobre que « *Claudio Thomas [...] est la onzième victime de faits divers malheureux. Onze victimes, dont dix ont des noms à consonance étrangère. Onze victimes de contrôles policiers qui ont mal tourné parce que le contrôlé avait tenté de s'enfuir ou avait eu un comportement menaçant et que le policier, s'estimant en légitime défense, avait fait feu. Un peu trop vite, sans doute* ».

Alors, une bavure policière déclenche, dans cette ville de la banlieue lyonnaise, trois jours

21 Il faut rappeler cependant que pour des milliers de travailleurs précaires, ou pas, les « trafics » tous azimuts sont nécessaires pour compléter le salaire normal insuffisant ou aléatoire tant qu'en vendeurs qu'en acheteurs. Ce n'est pas une affaire de morale mais de nécessité.

22 Le calme était revenu, dimanche 29 octobre, à Clichy-sous-Bois, selon Larbi Chouaieb, président de la Fédération des musulmans de Clichy-Montfermeil, grâce au « dialogue » mené par des médiateurs mandatés notamment par la mairie et la communauté musulmane.

d'affrontements de masse avec les forces de répression ponctués, le deuxième jour, par le pillage par la population du centre commercial de la ville. Les islamistes étaient à leurs débuts et les prolétaires de ces banlieues se battaient contre une lepénisation accélérée des consciences et de la vie politique officielle du pays. L'année suivante, ce sera au tour de Saint-Denis de la Réunion, de subir la colère des prolétaires du quartier du Chaudron. Ici aussi, batailles rangées contre les forces de la répression et pillages de grandes surfaces ponctuent la révolte de milliers de travailleurs lancée après une menace de saisie de Télé Free Dom. Cette année-là, on relève également des émeutes de masse à Sartrouville et à Mantes-la-Jolie, en banlieue parisienne. Dans tous ces cas, les prolétaires engagés activement dans les combats ne se séparent pas des autres travailleurs. Des tentatives de coordination, malheureusement avortées, voient le jour. La réappropriation de masse des marchandises y a été une règle, comme à Los Angeles²³.

C'est cette perspective que nous défendons encore aujourd'hui. Il ne faut pas demander aux jeunes prolétaires des banlieues d'attendre, comme le prône *Lutte ouvrière*, que les travailleurs se mettent en mouvement pour qu'ils se bougent à leur tour. Cette vision sous-entend que les chômeurs ou les travailleurs prisonniers des petits boulots ne font pas vraiment partie de la classe ouvrière. Sorte de masse écervelée qu'il faut plutôt maîtriser qu'aider à s'organiser. Mais il faut également combattre la vision qui voudrait que ces « nouveaux » prolétaires se suffisent à eux-mêmes. Tant que perdure la division entre ceux-ci et les travailleurs « traditionnels » aux emplois plus stables, les seuls gagnants sont le capital et les exploités.

C'est pourquoi il faut œuvrer pour que cessent les actes qui ne font qu'aggraver la condition déjà difficile de la classe ouvrière. Seule l'intervention directe, déterminée et sans concessions, de secteurs conscients du prolétariat peut produire des résultats qui n'apportent pas de l'eau au moulin de l'Etat. En cas contraire, la tendance à s'adresser à celui-ci afin que la situation se normalise ne peut que se renforcer.

Vis-à-vis des prolétaires effrayés par les violences urbaines, il faudra que les ouvriers combatifs rappellent que la source première de tous leurs maux est dans les rapports de production actuels, dans les sociétés divisées en classes. Attaquer la richesse là où elle se trouve, combattre les employeurs vampires – ceux qui font travailler au noir, avec une flexibilité accrue et pour les salaires les plus bas –, se battre pour de meilleurs salaires et des conditions de travail acceptables, éliminer des quartiers ouvriers les marchands de rêves artificiels (dealers, religieux et défenseurs de l'Etat divers), combattre ouvertement le machisme et le tribalisme, s'unir chaque fois que l'occasion se présente aux autres travailleurs en lutte, quelles que soient leurs origines, et finalement s'organiser de façon indépendante pour renforcer la lutte politique autonome des classes laborieuses, voilà tracées quelques lignes de reprise de la lutte des classes dans les périphéries ouvrières.

Bruxelles-Paris, le 1^{er} décembre 2005

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique. Consulter le site Internet de <i>Mouvement Communiste</i> : www.mouvement-communiste.com

23 Cf. la longue analyse de l'insurrection de Los Angeles publiée dans *Mouvement Communiste* numéro 4 (hiver 1992/1993). Ce texte est disponible sur le site www.mouvement-communiste.com